

Jugement n°97/19/CJ/SII/TCC

du 25 avril 2019

-----  
RÔLE GENERAL

BJ/TCC/2019/0148

Société Matériaux de Construction

AYEWA (MCA) SARL

(Me Salomon K. ABOU)

C/

Médard FELIHO

(Me Hervé G. G. SOUNKPON)

Objet : Paiement

**REPUBLIQUE DU BENIN**

\*\*\*\*\*

**TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU**

\*\*\*\*\*

**SECTION II**

\*\*\*\*

**CHAMBRE DE JUGEMENT**

\*\*\*\*\*

**Président** : Romain KOFFI

**Juges consulaires** : Eric ASSOGBA et Cyprien TOZO

**Ministère Public** : Mario Elonm METONOU

**Greffier** : Louis K. HOUNGBO

**Débats** : 27 février 2019

Jugement contradictoire en premier ressort, prononcé à  
l'audience publique du 25 avril 2019 ;

.

**LES PARTIES EN CAUSE**

**DEMANDERESSE** : **Société Matériaux de Construction AYEWA (MCA) SARL**, au capital de FCFA 10 000 000, immatriculée au registre de commerce et du crédit mobilier de Cotonou sous le numéro RB/COTO/09B 2030 du 05 juin 2009, ayant son siège au lot N°476 au quartier dit bar Tito à Cotonou, 01 BP 3996 Cotonou, Tél. : 21322154, Fax : 21324384, agissant aux poursuites et diligences de sa Gérante, Murielle ESSOU, demeurant et domicilié es-qualités au siège de ladite société ;  
Assistée de Maître Salomon K. ABOU, avocat au Barreau du Bénin ;

**D'UNE PART**

**DEFENDEUR** : **Médard FELIHO**, commerçant de nationalité béninoise, exerçant à l'enseigne des

Etablissements dénommés Continental Multi-Services (CMS), demeurant et domicilié au siège desdits établissements sis au lot n°720 au quartier Gbégamey à Cotonou, tél. : 21303352/90938724/95954470/97082943/94699606, 02 BP 1107 Cotonou ;

Assisté de Maître Hervé G. G. SOUNKPON, avocat au Barreau du Bénin ;

### **D'AUTRE PART**

### **LE TRIBUNAL,**

*Vu les pièces du dossier ;*

*Où les parties en leurs moyens et prétentions ;*

*Après en avoir délibéré ;*

Par acte du 15 février 2019, la Société MATERIAUX DE CONSTRUCTION AYENA (MCA) SARL a attiré Médard FELIHO, exerçant à l'enseigne des Etablissements dénommés Continental Multi-Services (CMS) devant le tribunal de commerce de Cotonou pour obtenir la condamnation de celui – ci au paiement de la somme de soixante-huit millions huit cent soixante-six mille quatre-vingt-cinq (68 866 085) FCFA ainsi que l'exécution provisoire sur minute et sous astreintes comminatoire de un million (1.000.000) de francs CFA par jour de résistance ;

Elle sollicite également le rejet des demandes d'expertise et de délai de grâce formulées par Médard FELIHO ;

A l'appui de ses demandes, la société MATERIAUX DE CONSTRUCTION AYENA SARL expose qu'elle est en relation d'affaires avec Médard FELIHO ;

Que dans ce cadre, elle lui a vendu des matériaux de construction à crédit et consenti des prêts à hauteur de quatre-vingt-dix-neuf millions sept cent cinquante-quatre mille quatre-vingt-cinq (99.754.085) FCFA ;

Que de ce montant, il doit être fait déduction de la somme de trente millions huit cent quatre-vingt-huit mille (30 888 000) FCFA représentant le montant de divers crédits douaniers dont Médard FELIHO lui a fait bénéficier ;

Que celui-ci reste lui devoir la somme de soixante-huit millions huit cent soixante-six mille quatre-vingt-cinq (68 866 085) FCFA ;

Que toutes les démarches amiables menées pour obtenir paiement de cette somme sont demeurées vaines ;

Que la demande d'expertise formulée par Médard FELIHO est sans objet en ce qu'elle accepte de soustraire du montant réclamé la somme de dix-sept millions (17 000 000) FCFA qu'il évoque ;

Qu'elle réclame 51.866.085FCFA en lieu et place des 68.866.085FCFA ;

Que les conditions d'octroi du délai de grâce ne sont pas réunies ;

Qu'elle est favorable à un échelonnement de sa créance sur douze (12) mois à raison de dix millions (10.000.000) de francs CFA tous les 60 jours à compter de la reddition de la présente décision ;

Que l'urgence à accorder l'exécution provisoire réside dans la nécessité d'éviter tout retard dans le recouvrement de la créance ;

En réplique, Médard FELIHO reconnaît devoir à la société MCA SARL mais conteste le montant de sa dette tel que fixé par celle – ci ;

Que cette contestation est relative au règlement des crédits intérieurs et douaniers, d'un montant de vingt-sept millions (27 000 000) FCFA, qu'il a mis à la disposition de la société MCA SARL contre paiement en espèce de dix millions (10 000 000) par celle-ci ;

Que selon les termes de leur accord, le reste, soit dix-sept millions (17 000 000) FCFA viendrait en paiement partiel de ses encours ;

Qu'il demande à cet effet une expertise comptable aux fins de déterminer le montant réel de la créance en cause ;

Qu'il sollicite un délai de grâce de douze (12) mois en ce qu'il traverse une situation financière difficile ;

### **1- Sur l'expertise et la condamnation au paiement**

Attendu que MCA SARL a acquiescé à la demande relative à la somme de dix-sept millions (17 000 000) FCFA qui fonde l'expertise sollicitée par Médard FELIHO ;

Qu'il y a lieu de dire que cette demande est devenue sans objet ;

Attendu en outre que la créance de la Société MCA SARL n'est dès lors plus contestée ni en son principe, ni en son quantum ;

Que Médard FELIHO ne fait état d'aucun terme suspensif d'exécution de son obligation de paiement ;

Qu'il y a lieu d'accéder à la demande de condamnation formulée par la Société MCA SARL ;

### **2- Sur le délai de grâce**

Attendu qu'aux termes de l'article 39 de l'Acte Uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution : *« Le débiteur ne peut forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible. »*

*Toutefois compte tenu de la situation du débiteur et en considération des besoins du créancier, la juridiction compétente peut, sauf pour les dettes d'aliments et les dettes cambiales, reporter ou échelonner le paiement des sommes dues dans la limite d'une année. Elle peut également décider que les paiements s'imputeront d'abord sur le principal.... » ;*

Qu'il s'en déduit que le délai de grâce n'est accordé qu'au débiteur de bonne foi qui présente des difficultés réelles du fait de circonstances indépendantes de sa volonté ;

Attendu qu'en l'espèce, Médard FELIHO ne rapporte aucune preuve de ses difficultés susceptibles de justifier le délai de grâce sollicité ;

Qu'il convient de rejeter aussi bien la demande de délai de grâce que celle liée à l'échelonnement ;

### **3- Sur l'exécution provisoire sur minute**

Attendu que l'article 597 du Code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes dispose : *« Hors les cas où elle est de droit, l'exécution provisoire peut être ordonnée, à la demande des parties et seulement pour les cas d'urgence ou de péril en la demeure. »*

*Elle ne peut être ordonnée que pour partie n'excédant pas la moitié de la condamnation... » ;*

Attendu qu'en l'espèce, Médard FELIHO n'a entrepris aucune initiative en vue de se libérer de sa dette en dépit des relances à lui faites respectivement le 02 avril 2009, le 02 décembre 2010 et le 08 mars 2011 ;

Qu'il est à craindre qu'il use des voies de recours pour continuer à se soustraire à ses obligations ;

Qu'il y a donc une urgence à ordonner l'exécution provisoire à hauteur de la moitié de la condamnation pécuniaire ;

Mais attendu que l'exécution sur minute ne peut être accordée que lorsqu'il est démontré que le temps nécessaire pour l'enregistrement de la décision serait de nature à causer un préjudice irréversible ;

Que les circonstances de nature à justifier l'octroi de cette mesure ne sont pas établies en l'espèce ;

Qu'il convient de rejeter cette demande ;

Attendu en outre que l'astreinte vise à vaincre la résistance du débiteur en vue de le contraindre à exécuter la décision ;

Attendu qu'en l'espèce, il ne figure pas au dossier des éléments pouvant laisser craindre une résistance de la part de Médard FELIHO quant à l'exécution de la présente décision ;

Qu'il y a lieu de conclure au rejet de cette demande ;

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

- Donne acte à la Société MATERIAUX DE CONSTRUCTION AYEWA SARL de ce qu'elle réduit de 17.000.000FCFA le montant de la créance réclamée ;

- Rejette la demande d'expertise comptable formulée par Médard FELIHO ;

- Le condamne à rembourser à la Société MATERIAUX DE CONSTRUCTION AYEWA SARL, la somme de cinquante et un million huit cent soixante-six mille quatre-vingt-cinq (51 866 085) FCFA ;

- Rejette la demande d'astreinte comminatoire formulée par celle – ci ;

- Déboute Médard FELIHO de sa demande de délai de grâce;

- Ordonne l'exécution provisoire de la moitié de la condamnation pécuniaire ;

- Dit n'y avoir lieu à exécution sur minute ;

- Condamne Médard FELIHO aux dépens.

Ont signé

**LE GREFFIER**

**LE PRESIDENT**